



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRMC SAS

Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne
71960 IGE

Références : CO/MV/2022/C_086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement TRMC SAS implanté Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 IGE. L'inspection a été annoncée le 02/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRMC SAS
- Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 IGE
- Code AIOT dans GUN : 0005400508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site comprends une carrière en exploitation sur laquelle sont exploitées des installations de broyage, concassage, situées sur le carreau et en partie haute, pour valorisation des matériaux extraits.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie,
- bruit et vibrations,
- rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Valeurs limites de rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 4.3.3.3, 9.2.2.1	/	Sans objet
Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 18.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de secours intérieurs	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.7.5.3.	/	L'exploitant pourra être mise en demeure de régulariser ce point lors du prochain contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.2.3	/	Sans objet
Suivi annuel d'exploitation - Plan	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 9.4.1	/	Sans objet
Entretien et vidange des séparateurs HC	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 4.3.3.2	/	Sans objet
Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 9.2.3.1.	/	Sans objet
Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.4.5.2	/	Sans objet
VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.2.1	/	Sans objet
NIVEAUX LIMITES DE BRUIT	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.2.2	/	Sans objet
MESURES	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.4	/	Sans objet
VIBRATIONS	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3	/	Sans objet
CAS GÉNÉRAL	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.5	/	Sans objet
TIRS DE MINES	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.1	/	Sans objet
Remblayage	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.6.3.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu et suivi annuellement par l'inspection des ICPE. Il a néanmoins été observé l'absence de moyens de défense contre l'incendie normalisés au niveau des installations de traitement en partie basse de la carrière.

Un point d'eau est néanmoins présent et il revient à l'exploitant de:

- démontrer le caractère normalisé de cette prise conformément à son arrêté préfectoral,
- faire en sorte que ce dernier soit indiqué et visible en cas d'intervention du SDIS.

L'inspection rappelle que les moyens de lutte contre l'incendie sont nécessaires en termes de protection des installations et traduisent la bonne maîtrise du risque au sein du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Production annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Production annuelle
Prescription contrôlée : Production annuelle moyenne : 300 000 t/an maximale : 400 000 t/an La hauteur maximale d'exploitation est de 135 m. La cote minimale d'extraction est de 356 m NGF. Jusqu'à la fin de la troisième phase quinquennale d'exploitation (2030) la hauteur maximale des gradins sera de 25 m, puis cette hauteur maximale est ramenée à 15 m jusqu'à la fin de l'autorisation. Le nombre maximal de gradins d'exploitation est de 9.
Constats : Le volume de production suit un rythme en dessous de la moyenne autorisée. Pour l'année 2021, la production est de 395000 tonnes (rhyolite) pour routier (Chalon enrobé et conseil départementaux pour les enduits) tout en France. La cote minimale de 356 m NGF se situe sur le carreau supérieur. La cote maximale d'exploitation actuelle est à 440 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi annuel d'exploitation - Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation - Plan
Prescription contrôlée : Suivi annuel d'exploitation - Plan <ul style="list-style-type: none">- limites du périmètre exploitation + abords 50 m + nom parcelles cadastrales + bornage- les surfaces défrichées, en cours d'exploitation, en cours de REE et celles REE- emprise des infrastructures, stocks et terres de découverte- les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes carrière- les courbes de niveaux ou points significatifs- positionnement et hauteur de fronts- les zones de stockages déchets inertes et terres non polluées- la position des ouvrages /respect sécurité et salubrité publique.
Constats : Le dernier plan d'exploitation à l'échelle 1/1000 a été relevé le 22/10/2021 par la société SOPRECO. Il subsiste une inadéquation entre les couleurs des surfaces en légende du plan et les couleurs de certaines surfaces sur plan d'exploitation (surfaces en extraction, en cours de réaménagement et réaménagées).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien et vidange des séparateurs HC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 4.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et vidange des séparateurs HC
Prescription contrôlée : Entretien et vidange des séparateurs HC Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.
Constats : Les dernières opérations de vidange/nettoyage des deux unités de traitement de type décanteur/séparateur d'hydrocarbures ont été réalisées le 30 août 2021 en référence aux Bordereaux de suivi des déchets émis. Ces vidanges/nettoyages ont été réalisés par la société VALVERT avec en quantités estimées à 4 tonnes pour chaque unité et en quantités réelles de 4,1 et 4,08 tonnes. Chaque BSD comporte le renseignement du traitement final (valorisation): <ul style="list-style-type: none">• R12 prétraitement puis R1 incinération EQIOM (BSD n°21 08 183),• R12 prétraitement puis R5 (BSD n°21 08 184). Les codes déchets des deux BSD ne sont pas des codes déchets dangereux (code utilisé sur les BSD « 16.10.02 eaux souillées » au lieu des codes 13.05.01* à 13.05.08* pour ce genre de déchets). Le jour de la visite une réponse de la société VALVERT indique avoir corrigé les codes des déchets issus du curage du séparateur à hydrocarbure. Les codes nomenclatures 13.05.01 à 13.05.08 déchet aqueux (classé 16.10.02 auparavant car traitement hors site et chargé en boue du fait d'orage cette année).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 4.3.3.3, 9.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets aqueux

Prescription contrôlée : Valeurs limites de rejets aqueux

Mesures annuelles sorties bassins et décanteurs :
respect des valeurs limites de rejet en mg/l (35 MES, 125 DCO, 5 HCT)
5,5<pH<8,5 temp. <30°C
coloration milieu récepteur <100 mg/Pt/l.

Constats : Lors de la visite d'inspection de 2020, il a été constaté que les prélèvements sont effectués par TRMC, les échantillons sont analysés par EUROFINs. Les derniers résultats d'analyses suite aux prélèvements du 18/10/2021 montrent des pH supérieurs à 8,5 pour tous les points de rejets (sauf le déshuileur plate-forme basse).

Lors de la visite en date du 15/03/2021, l'exploitant présente des mesures de pH du ruisseau situé en amont de la carrière. Ces analyses réalisées par eurofins conduisent à une mesure de pH égale à 7,5.

Par ailleurs, le pH mesuré dans le ruisseau est plus élevé en 2021 comparativement à l'année 2019. Les analyses pour l'année 2020 ne sont pas présentées le jour de la visite.

Années	Rejet	BR1 Fossé	BR2 Ruissellement PF trait/stock	BR4 Ruisselle ment Bassin versant Est	Déshuileur aire ravitaillleme nt PF basse	Déshuileur aire stationnement au primaire PF haute
	Lieu du rejet	fossé	cours d'eau	fossé	cours d'eau	cours d'eau
2021	pH	8,9	11	10	7,5	9
2019	pH	8.1	8.1	7.6	6.5	7.4

Il conviendra de :

- transmettre les analyses réalisées en 2022 afin de lever la non-conformité;
- expliciter la cause des dépassement et, le cas échéant, mettre en place des actions correctives pour respecter les valeurs normales de pH

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 18.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Rejets d'eau dans le milieu naturel Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.
Constats : Lors de la visite de 2020 il est constaté concernant l'aménagement des points de prélèvement : <ul style="list-style-type: none">• BR2 (ruissellement des eaux sur la plate-forme basse de stockage des matériaux) : absence d'aménagement permettant un prélèvement représentatif au niveau du rejet canalisé vers le cours d'eau,• BR4 (ruissellement bassin versant Est): absence d'aménagement permettant un prélèvement représentatif au niveau du rejet canalisé dans le fossé.• BR1 (sortie des eaux du bassin supérieur) : absence d'aménagement permettant un prélèvement représentatif au niveau du rejet canalisé dans le fossé. Les points de rejets BR1, BR2 et BR4 ne sont pas équipés de dispositifs de prélèvement. L'exploitant indique une action corrective planifiée au cours du mois de mai afin d'assurer la continuité de la tuyauterie PVC et la création d'un regard numéroté pour l'identification des points de prélèvement. Il conviendra de transmettre la preuve de la réalisation des travaux afin de lever la non-conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 9.2.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Prescription contrôlée : Article 9.2.3.1. Mesures périodiques Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté puis au minimum tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Une mesure est également réalisée dans les deux mois qui suivront la mise en oeuvre de la nouvelle installation de traitement sur la plate-forme haute. Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
Constats : Il est constaté que les mesures sont réalisées tous les trois ans : une mesure a été effectuée le 31 Mai 2018. La dernière analyse de bruit date du 18/08/2021. Les rapports d'analyse pour les années 2018 et 2021 sont transmis par l'exploitant en date du 21/03/2021. Deux mesures ont été réalisées par la société ALHYANGE ACOUSTIQUE respectivement aux dates suivantes : 29/04/2021 et 20/07/2021. Il est à noter que :

- Lors de la campagne de mesure réalisée en avril 2021, le point 5 a été positionné dans le jardin de la maison.
- Lors de la campagne de mesure complémentaire réalisée en juillet 2021, ce point (que l'on nommera « Point 5 bis ») a été déplacé à l'arrière de la maison, en direction de la carrière, le long de la route D134.

Ces points seront explicités dans la suite du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Abattage a l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Abattage a l'explosif
Prescription contrôlée : Article 2.4.5.2. Abattage a l'explosif
[...] Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. Le stockage de matières dangereuses explosives est interdit sur l'ensemble du site.
Constats : Le registre des tirs de mines confirme que les tirs ont lieu les jours ouvrables. Il n'a pas été observé de stockage d'explosif sur le site le jour de la visite. L'exploitant indique que la société TECHMINE réalise également le transport des explosifs en amont et en aval des tirs de mines en cas de surplus de stockages durant la même journée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.2.1	
Thème(s) : Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE	
Prescription contrôlée : ARTICLE 6.2.1 – VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE	
Nvx de bruit ambiant existant dans les ZER (inclut bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour les périodes allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés
> 35 dB(A) et < ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
> 45 dB(A)	5 dB(A)
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.	
Les tirs de mines ne doivent pas engendrer des pressions acoustiques de crêtes supérieures à 125 décibels linéaires.	
Constats : Les points de mesures sont décrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site : Points de mesure de niveau sonore situés en limite de propriété (LP) : Point 1 : Limite de propriété Sud. Point 2 : Limite de propriété Ouest. Points de mesure de niveau sonore situés au niveau des habitations (ZER) : Point 3 : Groupe d'habitation hameau "La Bergerie" au Nord-est du site.	

Point 4 : Groupe d'habitations hameau "La Boutière" à l'Est du site.
Point 5 : Premier groupe d'habitations lieu-dit "Les Places" au Sud-est du site.
Point 6 : Second groupe d'habitations lieu-dit "Les Places" au Sud-est du site.

Dans les conditions d'exploitation observées le jeudi 29 avril 2021 et le mardi 20 juillet 2021, le critère d'émergence sonore maximum admissible en ZER en période diurne est conforme au Point 3, au Point 4, au Point 5 bis et au Point 6.

Dans les conditions d'exploitation observées le jeudi 29 avril 2021, le critère d'émergence sonore maximum admissible en ZER en période diurne n'est pas conforme au Point 5.

Lors de la première campagne de mesure, il est observé un dépassement sur le point numéro 5, le point de mesure est décalé d'une dizaine de mètres au point 5 bis qui est conforme au niveau d'émergence sonore. Il est effectivement constaté une des mesures de bruit (niveau sonore moyen) résiduelles respectivement égales à 47 dB et 49 dB au droit des points 5 et 5 bis.

Le bruit associé à l'activité du site étant la soustraction entre le bruit ambiant mesuré et le bruit résiduel, cet écart explique que le point 5bis soit conforme.

En cas de plainte des riverains du fait d'une activité sonore intense, l'exploitant veillera à en informer l'unité interdépartementale du Jura et de la Saône-Et-Loire (antenne de Châlon). D'autre part il convient de faire en sorte que les mesures soient réalisées au même point à chaque nouvelle campagne d'analyse bruit afin de reproduire des conditions de mesure comparables.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Prescription contrôlée : ARTICLE 6.2.2 - NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Prescription	Périodes de jour allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)

Constats : Les deux points en limite de propriété présentent des niveaux de bruits conformes à la limite de 70 dB(A):

	Point 1	Point 2
Niveau sonore période diurne	56.0	46.5
Maximum autorisé	70.0	70.0

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : MESURES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.4					
Thème(s) : Risques chroniques, MESURES					
Prescription contrôlée : ARTICLE 6.3.4 – MESURES					
Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.					
Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.					
L'exploitant s'assure de la bonne utilisation des sismographes (emplacement, stabilité...) ; il dispose des attestations d'étalonnage et s'assure du respect de la périodicité de contrôle.					
Constats : Il est constaté la présence du registre des tirs pour l'année 2022 et contenant les informations suivantes : date, quantité d'explosif employé, m³, tonnage, densité (g/m³), charge unitaire, cartouches et les résultats des mesures de vibration au droit des deux points de mesures sismographiques prescrits par l'arrêté préfectoral du site (Les Places Mr Bernardin et Château La Bruyère).					
Le jour de la visite, le tir le plus récent date du 11 mars 2022, il s'agit du tir n°4 de l'année réalisé sur les trois premiers gradins de la partie Est du site et présentant les caractéristiques suivantes :					
quantité d'explosif	m³	tonnage	g/m³	charge unitaire	cartouches
3489	8318	21627	419	125	289
L'entreprise TECHMINE réalise les opérations de forage et de minage ainsi que les mesures de vibration .					
A noter que des tirs sont également réalisés en partie haute du site ne générant des vibrations en dessous du seuil de détectabilité pour les sismographes.					
Les sismographes disposent d'une attestation d'étalonnage réalisée par la société SIMI et transmis par l'exploitant en date du 21/03/2022 par courriel. La dernière vérification des trois appareils date du 10/02/2021, lesquels présentent des incertitudes de mesure inférieures à 20 %. Le contrôle conclut à la conformité des sismographes.					
Les résultats des mesures de vibration sont explicités dans la suite du présent rapport.					
L'exploitant veillera à transmettre à l'unité interdépartementale du Jura et de la Saône-Et-Loire (antenne de Châlon) le bilan des mesures conformément à l'article 6.3.4 de son arrêté.					
Observations : Non réalisation de l'étalonnage pour le point caractéristique de 80 Hz.					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					

Nom du point de contrôle : VIBRATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, VIBRATIONS
Prescription contrôlée : CHAPITRE 6.3 – VIBRATIONS Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. A ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés. Les tirs de mines sont interdits en période nocturne.
Constats : Les mesures des vibrations et de bruits présentées conduisent à conclure que les charges unitaires utilisées dans le cadre de la progression des fronts sont adaptées aux regards des enjeux de voisinage. Un plan de tir est réalisé par la société TECHMINE à chaque nouveau tir d'explosif. Ces éléments sont détaillés dans les fiches de constats suivantes du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : CAS GÉNÉRAL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, CAS GÉNÉRAL
Prescription contrôlée : ARTICLE 6.3.5 - CAS GÉNÉRAL En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.
Constats : Un enregistrement en fonction du temps de la vitesse est annexé aux documents remis par la société TECHMINE et présentant le plan de tir et ses caractéristiques (emplacement, maillage, type de charge etc.)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TIRS DE MINES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, TIRS DE MINES

Prescription contrôlée :

ARTICLE 6.3.1 - TIRS DE MINES

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 6 mm / s mesurées suivant les trois axes de la construction. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence (Hz)	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3 / 8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Constats : L'enregistrement réalisé par TECHMINE indique la vitesse en fonction du temps et est pondérée conformément à l'arrêté du 22/09/1994. Il existe un enregistrement pour les deux points de mesure de l'arrêté situés en ZER.

Les extremums du signal sont repris afin de fixer la valeur de la vitesse particulière en valeur absolue. Les résultats sont les suivants pour les deux points de mesure :

Résultats sismiques					
Les Places Mr Bernardin			Château La Bruyère		
Radiale	Transverse	Verticale	Radiale	Transverse	Verticale
ND*	ND	ND	0.4	0.3	0.1

* ND : Non Détecté

Les valeurs limites de vitesse particulières pondérées sont bien respectées. Ce point n'appelle aucune observation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.6.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : Article 2.6.3.2. Remblayage Le remblayage est réalisé uniquement avec des matériaux de découverte et de matériaux inertes solides et non souillés dont l'acceptation sur site est conforme aux dispositions de l'article 8.3 du présent arrêté. [...]
Constats : L'exploitant indique l'absence de remblais pour les années 2020 et 2021 faute d'un manque de place et d'une absence de besoin au vu de l'avancement du réaménagement paysager de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyen de secours intérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.7.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours intérieurs
Prescription contrôlée : Article 7.7.5.3. Moyens de secours intérieurs Pour les installations de traitement l'exploitant doit assurer la défense contre l'incendie par un débit de 60 m ³ /h par la présence de point d'eau tel que : <ul style="list-style-type: none">• un poteau d'incendie normalisé de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne doit pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toute circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m,• ou une réserve d'eau de 120 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à aux installations de traitement ne soit pas supérieure à 100m.
Constats : Il est constaté, le jour de la visite, l'absence d'un moyen de défense contre l'incendie au niveau des installations de traitement en partie basse de la carrière. Un point d'eau existe, il s'agit d'une canalisation de diamètre 40 reliant un bassin de rétention situé sur le point haut de la carrière (30 mètres de hauteur et 150 mètres en distance horizontale environ. La canalisation traverse deux cuves de 30 m ³ chacune. Cependant, ce point n'est indiqué sur aucun panneau et il n'a pas été démontré le caractère normalisé de ce dernier (respect d'un diamètre de canalisation définit, d'un débit de 60 m ³ /h et d'une charge suffisante). Ce point constitue une non conformité que l'exploitant veillera à régulariser rapidement. D'autre part il convient d'indiquer le point d'eau existant pour permettre une visibilité aux secours en cas d'intervention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale